



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
COMMUN A TOUS LES LOTS**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Accompagnement à la préparation des concours et  
examens professionnels des agents CNRS**

---

**CNRS OCCITANIE EST**  
1919 Route de Mende  
34293 Montpellier Cedex 5

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Accompagnement à la préparation des concours et examens professionnels des agents CNRS
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre à bons de commande
	<b>Nombre de lots</b>	4
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Critère environnemental</b>	Avec
	<b>Durée initiale</b>	12 mois
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	5
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES .....	5
ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION .....	6
3.1 - Durée du contrat .....	6
3.2 - Reconduction.....	6
ARTICLE 4 - PRIX .....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
4.2 - Modalités de variation des prix.....	6
ARTICLE 5 - GARANTIES FINANCIERES .....	7
ARTICLE 6 - AVANCE.....	7
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
6.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	8
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	8
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
7.3 - Délai de paiement .....	9
7.4 - Paiement des cotraitants.....	9
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	9
Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché). .....	9
Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.....	9
ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	10
9.1 - Vérifications .....	10
9.2 - Décision après vérification .....	10
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	10
10.1 - Co-traitance .....	10
10.2 - Sous-traitance.....	10
10.3 - Protection des données personnelles .....	11
ARTICLE 11 - PENALITES .....	12
11.1 - Pénalités de retard.....	13
La planification est fixée par le Pôle Formation de la Délégation Occitanie Est du CNRS. Les dates acceptées ne peuvent faire l'objet de modification sauf écrit des deux parties. ....	13
Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des dates programmées pour chaque formation, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.....	13
11.2 - Pénalités pour travail dissimulé.....	13
ARTICLE 12 - ASSURANCES .....	13
ARTICLE 13 - CLAUSES DE REEXAMEN .....	13
ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU CONTRAT .....	14
14.1 - Modifications mineures .....	14
14.2 - Modifications majeures .....	14
ARTICLE 15 - RESILIATION DU CONTRAT .....	15
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	15
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....	15
ARTICLE 17 - DEROGATIONS .....	15

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'accompagnement à la préparation des concours et examens professionnels des agents CNRS de la délégation Occitanie Est du CNRS.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Les spécifications techniques attendues sont décrites dans le CCTP joint à la présente consultation.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot	Désignation
01	Préparation collective aux concours internes (dossier et audition)
02	Préparation collective aux oraux des différents concours
03	Préparation collective aux examens de la sélection professionnelle
04	Préparation aux concours externes

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre et sera attribué à un seul opérateur économique. Les opérateurs économiques peuvent soumissionner à plusieurs lots.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

Le contrat est à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, cet accord-cadre est conclu **sans minimum et avec un maximum en valeur, fixé à 125 000,00 € HT pour l'ensemble des lots sur la durée totale de son exécution**, soit :

Lot	Montant Maximum de commandes HT
1	47 000,00 €
2	9 000,00 €
3	22 000,00 €
4	47 000,00 €

Ces montants constituent la limite supérieure des obligations contractuelles tant du CNRS que du titulaire de l'accord-cadre. Ainsi, l'accord-cadre prend fin de plein droit dès lors que le montant maximum est atteint et ce, quand bien même sa durée de validité ne serait pas encore expirée.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande selon les besoins du CNRS au cours du marché.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant par email ou courrier postal. Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le titulaire.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions dans des délais raisonnables.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations (à savoir un délai de 15 jours maximal au titre de l'article 3.7.2 du CCAG FCS) ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

En application de l'article R2162-5 du Code de la commande publique, l'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Ils peuvent être adressés dès la notification du présent accord-cadre et jusqu'à son terme. Ils pourront continuer à produire leurs effets après l'expiration de l'accord-cadre pour une durée qui ne pourra dépasser un (1) mois à compter de l'émission du dernier bon de commande.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

La valeur estimée de ce nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires est de 125 000,00 € HT.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes (annexe n°1 : Désignation des co-traitants et la répartition des prestations et annexe n°2 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU)) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, et modifié par l'arrêté du 29 décembre 2022 apportant des précisions sur les modalités de règlement ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

#### Contradictions entre pièces écrites :

En cas de contradiction entre deux documents du marché, ou lorsqu'une indication ne figure que sur certaines pièces du marché et sont omises sur d'autres, l'entrepreneur est tenu de signaler, s'il s'en rend compte, cette contradiction avant la signature de son marché.

**NB :** Pour chaque lot, seul l'Acte d'Engagement sera signé par les deux parties, contractualisant ainsi ses annexes et toutes les autres pièces contractuelles énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)-tarif(s) du titulaire ou dans une documentation quelconque fournie par le candidat et contraire aux dispositions des autres pièces contractuelles, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **12 mois**.

Le marché entre en vigueur à compter du **02/01/2026** ou de sa notification si celle-ci est postérieure.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **trois (3)**. La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**. La **durée maximale du contrat**, toutes périodes confondues, est de **48 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## ARTICLE 4 - PRIX

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement de chacun des lots.

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre, ils seront ensuite révisés chaque année à la demande du titulaire, selon les modalités indiquées ci-après.

### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre (BPU) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification du marché, par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

dans laquelle :

**$C_n$**  : Coefficient de révision ;

**$I_n$**  : Valeur de l'index de référence en vigueur au mois de la révision des prix.

**$I_0$**  : Valeur de l'index de référence en vigueur au mois zéro.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ICTrev-TS « Coût horaire du travail révisé - Services administratifs, soutien »**.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Le titulaire joindra une copie du tableau de calcul de la révision faisant apparaître les indices appliqués.

Les tarifs révisés et les justificatifs sont adressés par le titulaire au CNRS, par courriel à l'adresse suivant : [dr13-exemarche@cnrs.fr](mailto:dr13-exemarche@cnrs.fr). Il convient de mettre en copie l'adresse mail suivante : [achatsdr13@dr13.cnrs.fr](mailto:achatsdr13@dr13.cnrs.fr).

En cas de modification, fusion ou disparition de l'index utilisé pour le calcul de révision du prix, il sera utilisé l'index de substitution (et le cas échéant le coefficient de raccordement) proposé par la circulaire relative à la modification, fusion ou disparition de l'index sans avoir recours à la passation d'un avenant.

Sans proposition de la part du titulaire deux mois avant la date de révision prévue, les prix de l'accord-cadre demeureront inchangés.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

La **clause butoir** s'applique : le CNRS se réserve le droit de limiter l'augmentation moyenne des prix HT à **3% maximum par an**.

## ARTICLE 5 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## ARTICLE 6 - AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - FCS.

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code, le taux minimal de l'avance est porté à 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat (hors établissements publics de santé) et les collectivités territoriales, leurs établissements publics et les groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

## 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

L'option B a été choisie dans le cadre des modalités de règlement des comptes telles que définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations feront l'objet d'une facturation pour chaque commande après exécution des prestations.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

**Les informations à faire figurer également dans l'entête de la demande de paiement sont :**

- CNRS (SIRET n°18008901303720)
- Le code service exécutant mentionné sur le bon de commande de l'entité CNRS facturée (**MOY1300**)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (ex : **2180L000000**).

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le **portail de facturation Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant : <https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>.

**Seront déduites le cas échéant les pénalités prévues dans les pièces contractuelles.**



### 7.3 - Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Bénéficiaire ou à compter de la date d'admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du Titulaire, signifiée par le Bénéficiaire concerné par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

En cas de dépassement du délai de paiement, le pouvoir adjudicateur s'engage à verser au Titulaire des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### 7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### **Exécution aux frais et risques :**

En cas d'impossibilité pour le titulaire de répondre temporairement aux clauses du marché, cette interruption portant préjudice au bon fonctionnement, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques du titulaire par un tiers s'applique également en cas de résiliation au tort du titulaire sous réserve de sa mention expresse dans la décision de résiliation par le CNRS.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le CNRS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur :**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### **Modalités d'échanges en cours d'exécution :**

Les échanges intervenants entre le CNRS et le titulaire en cours d'exécution du marché, ainsi que la transmission de documents tels que les ordres de service, le(s) bon(s) de commande ou encore les modifications (avenants notamment), pourront se faire par voie dématérialisée via le profil acheteur PLACE.

## **ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **9.1 - Vérifications**

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications, effectuées par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur, à l'issue l'exécution de service sur la base de questionnaires de satisfaction renseignés par les participants et d'une synthèse écrite des évaluations, conformément à l'article 4 du CCTP.

Le représentant du CNRS pourra, à tout moment, et sans en référer préalablement au prestataire, procéder à tous les contrôles qu'il jugera nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché.

En cas de défaut ou de non-exécution des prestations, dûment constaté, le CNRS mettra en demeure le titulaire de pallier le problème ou d'y remédier.

### **9.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification définies à l'article 9.1 du présent CCAP,, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **10.1 - Co-traitance**

Les opérateurs économiques peuvent se présenter, soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (cotraitance).

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement, sous quelle forme (groupement solidaire ou groupement conjoint) et désignent leur mandataire. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### **10.2 - Sous-traitance**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Au titre de l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, en ce qui concerne les sous-traitants, l'offre du soumissionnaire devra comporter non seulement les prestations (et leur montant) pour lesquelles la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire mais également le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix et le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat devra également remettre à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion tel que prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du CCP.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent (voir le document joint à la présente consultation).

En complément du formulaire DC4, le titulaire du marché doit fournir une attestation de régularité fiscale et sociale du sous-traitant, ainsi que ses références professionnelles afin que l'acheteur public soit en mesure d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières de chaque candidat et de ses sous-traitants dans les conditions fixées aux articles L. 2131-1 et L. 2132-2 du CCP. A cet effet, il peut donc exiger les renseignements ou documents mentionnés dans la liste exhaustive fixée par l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique. L'attestation de régularité fiscale, pour le candidat et ses sous-traitants, peut être exigée dès le stade des candidatures.

La sous-traitance est régie par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées dans le Code de la commande publique.

**NB :** Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture (services ou travaux de pose ou d'installation).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### **10.3 - Protection des données personnelles**

#### Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

#### Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données. En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

## ARTICLE 11 - PENALITES

Le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités en cas de non-respect des clauses du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 au CCAG-FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles (dès lors qu'elles s'appliquent pour des motifs différents) et applicables sans mise en demeure préalable, par simple écrit adressé au titulaire, du seul fait de la constatation du non-respect des obligations prévues au présent marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

L'application des pénalités est sans préjudice de l'exercice par le CNRS de tout autre droit et action en responsabilité, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant total HT du bon de commande accusant le retard.

### **11.1 - Pénalités de retard**

La planification est fixée par le Pôle Formation de la Délégation Occitanie Est du CNRS. Les dates acceptées ne peuvent faire l'objet de modification sauf écrit des deux parties.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des dates programmées pour chaque formation, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de réalisation des prestations est expiré. En cas d'exécution partielle ou échelonnée des prestations, cette pénalité sera appliquée aux prestations restant à exécuter.

### **11.2 - Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

L'ensemble des pénalités du présent article sont dues de plein droit et sans mise en demeure préalable du titulaire. Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

## **ARTICLE 12 - ASSURANCES**

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra justifier, avant la notification de l'accord-cadre, être assuré en responsabilité civile, d'exploitation et/ou professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour le CNRS des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoire et doit être maintenue pendant toute la durée du présent marché, elle couvrira entre autres :

- toute faute du titulaire ;
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché les actes de malveillance, etc.

Sur demande du CNRS, une attestation de la police souscrite et des justificatifs de renouvellement de ladite police devront être fournis.

Le titulaire devra répondre des dommages causés par tout événement et qui serait notamment le fait de ses collaborateurs et de ses éventuels sous-traitants lors de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 13 - CLAUSES DE REEXAMEN**

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, des modifications peuvent être apportées d'un commun accord entre le titulaire et le CNRS, dans les cas suivants :

- Ajout et/ou suppression de prestations au BPU. De nouvelles prestations pourront être ajoutées dès lors qu'elles sont en lien avec l'objet du marché.  
Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.
- Modifications des modalités pédagogiques (présentiel / distanciel), du nombre de jour par session et du nombre de participants par session. Ces modifications pourront être proposées par le CNRS.
- Modifications de certaines clauses financières du marché : la périodicité de la révision des prix, la formule de révision, l'index de référence utilisé et la clause butoir. Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières listées supra, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner. Il pourra alors geler temporairement la clause butoir prévue au présent CCAP.

L'index de référence utilisé pour le calcul de la révision des prix pourra, quant à lui, être modifié si le titulaire démontre qu'il existe un index plus représentatif des prestations objet du marché.

Ces modifications pourront être proposées par le titulaire ou par le CNRS.

L'ensemble des modifications apportées à l'accord-cadre, en application du présent article, sera formalisé par voie d'avenant.

## ARTICLE 14 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU CONTRAT

Toute modification affectant le titulaire de l'accord-cadre doit être portée impérativement à la connaissance du CNRS à l'adresse mail suivante : [achatsdr13@dr13.cnrs.fr](mailto:achatsdr13@dr13.cnrs.fr)

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### 14.1 - Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires ;
- Modification de l'adresse électronique utilisée pour communiquer. Cette information doit être transmise au pôle achats au moins un (1) mois avant la date de début d'utilisation demandée.

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant. Elles doivent néanmoins être communiquées dans les plus brefs délais, afin d'être intégrées, le cas échéant, dans les outils de gestion du CNRS. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord-cadre et la transmission d'un nouveau numéro de marché au titulaire du présent accord-cadre.

### 14.2 - Modifications majeures

Le titulaire doit informer le CNRS à l'adresse mail mentionnée ci-dessus de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre, cette cession fait l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Sont également considérées comme majeures toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter l'accord-cadre.

## ARTICLE 15 - RESILIATION DU CONTRAT

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## ARTICLE 16 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

Toutes les contestations se rapportant au présent marché et qui ne peuvent être réglées à l'amiable entre les 2 parties seront soumises au Tribunal Administratif de Montpellier auquel les parties donnent attribution de compétence.

### **Tribunal Administratif de Montpellier**

6 rue Pitot

34063 Montpellier Cedex 2

Tél : 04 67 54 81 00

Télécopie : 04 67 54 74 10

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

## ARTICLE 17 - DEROGATIONS

Les parties conviennent que, dès lors qu'une dérogation au CCAG-FCS est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCAP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulé dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;

- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;



- L'article 11.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.